

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques accidentels  
40 rue de la préfecture  
58026 Nevers CEDEX

Nevers, le 24/07/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SPECIALTY OPERATIONS FRANCE**

"Saint-Roch"

58500 CLAMECY

Références : 240358

Code AIOT : 0005401338

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/06/2024 dans l'établissement SPECIALTY OPERATIONS FRANCE implanté "Saint-Roch" 58500 CLAMECY.

La visite a lieu dans le cadre de l'action nationale "'Shunt / by-pass"

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SPECIALTY OPERATIONS FRANCE
- "Saint-Roch" 58500 CLAMECY
- Code AIOT : 0005401338    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : IED

L'établissement de Clamecy de la société SPECIALTY OPERATIONS FRANCE est spécialisée dans la fabrication industrielle de produits chimiques à destination des secteurs de l'agrochimie, des cosmétiques et des formulations industrielles de type peintures et revêtements. Ce site est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral (AP) n° 2007-P-1939 du 11 avril 2007. Il s'agit d'un établissement « seuil haut » selon la directive dite « SEVESO 3 », du fait de ses stockages de liquides inflammables et de produits dangereux pour l'environnement aquatique.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- SGS
- AN shunt / by-pass

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan des constats hors points de contrôle**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	4 Mois
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	4 Mois
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Demande d'action corrective	4 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection n'a pas relevé de non-conformités majeures mais souligne quelques pistes d'amélioration.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Organisation
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou, à défaut, pour en limiter les conséquences.  Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.  Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
<b>Constats :</b>  L'exploitant rappelle que la mise en place des shunts et by-pass, comme toute modification, fait l'objet au préalable d'une analyse des risques de sécurité. Cette analyse est pilotée par un « Process Safety Leader » (PSL) désigné par le groupe. Les 2 ingénieurs procédés du site sont reconnus comme PSL. L'analyse des risques conduit à la définition des barrières et des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), avec un plan de maintenance associé. La gestion de la sécurité est identique pour tous les scénarios, qu'ils sortent ou non du site, donc pour les MMR ou non.  Les shunts sont gérés dans le cadre de la procédure (générale) de gestion des modifications « Management of Change » 515 PC 2Q 07 v11 du 10/9/2023. Elle précise que « Les by pass de sécurité sont gérés par la procédure dédiée 518PC2Y01 » qui gère la « Gestion des sécurités instrumentales » v5 du 8/2/2024.  La maîtrise des dispositifs de protections instrumentales est de la responsabilité du responsable des opérations. Cette fonction correspond selon les cas au responsable maintenance et fabrication ou au responsable instrumentation électrique. Non-conformité: la rédaction de la procédure ne permet pas d'identifier explicitement le responsable des opérations.  La procédure vise les shunts de l'ensemble des (plus de 200) barrières de sécurité, dont évidemment les MMR/MMRi, avec un niveau d'exigence différent selon les enjeux. Trois niveaux sont retenus pour la Hiérarchisation des dispositifs de protections instrumentales : Jaune / Orange / Rouge. Le niveau Rouge concerne les risques résiduels les plus élevés et par principe toutes les MMR.  La version de la procédure disponible sur le réseau est la seule appliquée et fait foi. Le tableau "Liste des sécurités MMR" est disponible sur le réseau local et est tenu à jour par le responsable instrumentation électrique du site. Non-conformité: la procédure qui est mise à disposition sur le réseau n'est pas signée.  Pour les bypass, 2 fonctionnements sont possibles :  - pour les automates de sécurité (l'exploitant indique en utiliser un dans chacun des ateliers F3 et F5, ils peuvent atteindre

le niveau de sécurité très élevé « SIL 3 »), les shunts sont intégrés dans les automates avec des restrictions sur qui peut les valider. Ils sont implémentés « en hardware » par des instrumentistes qualifiés.

- pour les autres demandes de by-pass, ils sont validés selon une procédure qui a été revue en février 2024 suite à un audit interne. Le suivi des by-pass est depuis cette année digitalisé. Avant le formulaire informatisé, il existait un cahier de by-pass pour les ateliers de production F3 et F5, mais ils n'étaient pas systématiquement relevés et suivis.

Les demandes de condamnation/shunt se font via un formulaire réseau : «Gestion / Autorisation by-pass des sécurités» dont il est possible d'extraire les données (qui ont été présentées pour 2024 et pour 2023 - sous un format différent). 13 demandes ont été faites depuis la mise à jour de février 2024, soit moins d'une par semaine. Le formulaire est lié à la liste informatisée des MMR avec un niveau de risque défini lors des analyses de risques (l'exploitant indique en faire plusieurs dizaines par an) lors de mise en place initiale ou de modifications, qui sont ensuite révisées tous les 5 ans. Le demandeur remplit le niveau de risque (Jaune/Orange/Rouge) et transmet au service d'instrumentation électrique. Le formulaire inclut des valideurs et des exécutants prédéfinis. Seuls les chefs d'atelier et les agents de maîtrise technique peuvent faire une demande. L'administrateur du formulaire de demande est le responsable QHSE, qui établit la liste préétablie des personnes pouvant faire une demande et s'assure que seules des personnes autorisées y figurent. Le niveau hiérarchique du décideur est fixé dans la procédure. Pour les MMR, c'est le responsable des opérations et à défaut l'astreinte de direction. Pour les autres, c'est le chef d'atelier. La fonction de responsable des opérations dans la procédure correspond en pratique au responsable de fabrication / chef d'atelier ou au responsable de maintenance. La personne qui autorise la condamnation d'un dispositif de protection a connaissance des risques de l'installation, elle définit les mesures compensatoires (en repartant de l'analyse de risque et de son expérience, mais sans critères prédéfinis) pour que ce fonctionnement dégradé ne conduise pas à un risque non acceptable.

Observation: L'exploitant est invité à réfléchir à mettre en place un système d'assistance à la définition des mesures compensatoires pour les opérations récurrentes.

Les shunts/by-pass sont principalement mis en œuvre pour l'étalonnage, les essais de groupe électrique ou des capteurs défectueux. Les tests sont effectués généralement avec l'unité à l'arrêt, et souvent en présence du fabricant. L'exploitant dispose de modes opératoires génériques de contrôle qualité des capteurs par type (température, poids) mais pas de fiches par appareil. Le chef d'atelier est souvent présent lors du shunt. L'avis de l'instrumentiste (qui fait l'opération de shunt) sur les mesures compensatoires n'est pas demandé.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit signer la procédure qui est mise à disposition sur le réseau.

La rédaction de la procédure par le responsable des opérations (par rapport aux fonctions de responsable de fabrication / chef d'atelier) doit être rendue plus explicite.

L'exploitant est invité à réfléchir à mettre en place un système d'assistance à la définition des mesures compensatoires pour les opérations récurrentes.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 Mois

## N° 2 : Présence d'une procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  RAPPEL 2021:  La structure et l'organisation générale du système de gestion de la sécurité (SGS) mises en place par l'établissement sont présentées sous forme d'un tableau.  L'articulation du SGS avec les autres systèmes de management en vigueur dans l'établissement (ISO 9001, ISO 140001, etc) est précisée.  Chaque item du SGS est bien identifié, encadré par une procédure et lié à d'autres documents « qualité » (SGS ou non).  Pour la partie « gestion des modifications » : le processus s'intitule « Management of change (MOC) » et se décline sous forme de questionnaire.  En 2021, 60 MOC ont ainsi été créés. Ces MOC se basent sur une soixantaine de questions auxquelles sont liées des plans d'actions permettant de qualifier le type de modifications dont « notable ou substantielle » au sens de la réglementation ICPE.  Suite aux MOC, d'autres actions en découlent comme la mise en œuvre d'un « PSSR » : pre- start-safety-review, permettant de vérifier que les enjeux sécurité ont été faits et vérifiés après mise en œuvre de la modification.  Le MOC « Remplacement cuve formol » a été détaillé lors de l'inspection : pas d'observation de l'inspection.  CONSTATS 2024:  Un Système de Gestion de la Sécurité est en place sur le site et intégré au système global de management du site. Il intègre la gestion des shunt / by-pass comme vu aux autres points.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

### N° 3 : Revue de la procédure SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Procédure
<b>Prescription contrôlée :</b>  3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b>  RAPPEL 2023 : 4 revues de direction sont organisées par an. Une veille réglementaire est également réalisée tous les trimestres. Un audit interne au groupe est réalisé par le service HSE du groupe tous les 5 ans ; cet audit dure une semaine.  Un audit de contrôle est effectué périodiquement (tous les ans) sur l'ensemble du site, par le responsable QHSE ou par une personne formée, et examiné en revue de direction.  CONSTATS 2024:  Un point hebdomadaire de suivi du site est réalisé par la direction chaque semaine, il aborde les shunt et by-pass. Ce sujet figure au compte-rendu avec un lien vers le fichier by-pass qui doit être systématiquement regardé.  Le groupe a réalisé un audit interne sécurité justement sur le sujet des barrières de sécurité en décembre 2023.  Des actions d'amélioration sont généralement identifiées dans le cadre de ces audits internes ou de ceux du groupe. Le point du lundi n'est normalement que pour information sur ce sujet.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Procédure
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.</p> <p>L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p> <p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Rappel de la visite du 9/11/2023 : L'enregistrement des défaillances des MMR est réalisé au sein de chaque atelier. Les actions correctives sont alors prises le cas échéant. Chaque mois, chaque chef d'atelier fait remonter les informations liées à la défaillance des MMR au service QHSE ; ces informations sont rentrées dans un fichier puis analysées pour acter si les mesures prises sont efficaces et confirmer si elles ont été réalisées.</p> <p>Constats 2024 :</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure en cas de shunt/by-pass des MMR (procédure générale shunt vue plus haut).</p> <p>Précisions opérationnelles : Le bypass lors d'un test correspond à la procédure de test de sécurité pour laquelle est défini un mode opératoire de contrôle périodique (générique pour tous les capteurs et fonctions de sécurité) qui précise le protocole de test (avec ou sans bypass), avec vérification et enregistrement des résultats. Le mode opératoire prévoit le bypass. La fin du shunt est préprogrammée. Chaque capteur dispose d'un protocole spécifique, les fiches de test sont génériques par type d'appareil (capteur, actionneur...). Le bypass suite à une défaillance prévoit de s'assurer que les spécifications restent les mêmes que celles d'origine. La remise en service de la MMR après un shunt est assurée par celui qui a réalisé le shunt : technicien instrumentiste, agent de maîtrise ou chef d'atelier. Si c'est l'automate qui réactive la sécurité, c'est le chef d'atelier qui complète le fichier de suivi. L'exploitant s'assure du suivi de la mise en place des mesures compensatoires techniques ou organisationnelles (durée maximale, communication aux équipes...) et du bon enlèvement des inhibitions via le fichier de suivi des shunt. Chaque mois, le chef d'atelier remonte les informations liées à la défaillance des MMR au service QHSE pour analyse et validation des mesures prises.</p> <p>Communication : La coordination et la communication de l'information des différents acteurs est prévue par la procédure shunt. Comme la production se fait par campagne (« batch »), les arrêts et redémarrages sont fréquents. Aucun bypass de sécurité n'est effectué en dehors des heures ouvrées. La procédure de gestion des mises hors service ne prévoit pas de signalement physique de l'élément shunté pour s'assurer d'une bonne communication entre opérateurs. Il n'est pas prévu d'information du poste de garde en cas de shunt. La communication des bypass et mesures compensatoires est faite (en plus de la communication orale au sein de l'équipe) via le cahier de consignes et sur le tableau de l'atelier concerné. Les éventuelles restrictions sur les activités alentours sont a priori limitées au périmètre de l'atelier et définies par les mesures</p>

compensatoires. En cas d'incident simultané avec un départ de poste, le site est mis en sécurité avant, piloté par le chef d'atelier. En cas d'urgence, un arrêt déclenche toutes les sécurités de l'atelier.

Analyse des données de suivi : L'exploitant a présenté la liste des shunts mis en place en 2024. Deux shunts ont duré 3 jours (pour permettre le retour d'un camion pour finaliser le test). Le cas d'un filtre ouvert et d'un capteur hors service ont été étudiés et n'appellent pas de remarques.

Les données de déclenchement des automates de sécurité sont archivées. Le responsable QHSE a vérifié que les shunts y apparaissent bien.

Lors d'une comparaison entre l'analyse de risques et le formulaire de gestion des bypass, l'Inspection a constaté des divergences de « tag » (identificateur) des équipements de sécurité : certains étant nommé « AIT » et d'autres « AIS » ce qui ne permet pas de trouver l'analyse de risques correspondante et donc de s'assurer que la gestion du bypass est compatible avec l'analyse de risques.

Non-conformité mineure: la divergence sur les tags AIT et AIS ne permet pas de s'assurer que la gestion du bypass est compatible avec l'analyse de risques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit remédier à cette divergence sur les tags AIT et AIS, en étudier les causes profondes et mettre en place une organisation rigoureuse permettant d'éviter qu'elle se reproduise.


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 4 Mois

## N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Mise en œuvre
<b>Prescription contrôlée :</b>  B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.  L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, ainsi que des mesures de maîtrise des risques et, le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.  Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
<b>Constats :</b>  Aucun shunt n'était en place sur le site lors de l'inspection.  L'exploitant précise que l'identification des organes shuntés est visible sur les interfaces en salle de conduite et dans le cahier de consignes.  Il ne prévoit pas d'information visuelle sur le terrain (étiquettes, cadenas...). Observation: L'exploitant doit réfléchir sur la pertinence/nécessité de mettre en place des informations visuelles sur le terrain (étiquettes, cadenas...) lors de shunt.  Les mesures compensatoires qui sont prévues sont connues par le personnel d'exploitation et/ou d'intervention via le cahier de consignes et le tableau de suivi de l'atelier. Ils sont abordés lors des passations d'équipe s'ils durent.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit réfléchir sur la pertinence/nécessité de mettre en place des informations visuelles sur le terrain (étiquettes, cadenas...) lors de shunt.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 4 Mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2024 - Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité qui indiquent autant que de besoin :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

**Constats :**

Les shunts/by-pass effectués sont tracés dans le cahier de consigne et sur le tableau des ateliers. Ils sont évoqués lors des passations d'équipe s'ils concernent plusieurs équipes.

Il n'est pas prévu d'informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), ni l'Inspection, en cas de shunt. L'exploitant précise que les shunts ne sont pas censés perdurer sur une longue durée.

Lors de l'inspection, aucun shunt n'était mis en oeuvre.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 7 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024 - Formation du personnel et entreprises extérieures
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers, qui concourent à la maîtrise des risques.</p> <p>Il assure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;</li><li>- la tenue à jour des procédures ;</li><li>- le test des procédures incident / accident ;</li><li>- la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris, le cas échéant, du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.</li></ul> <p>Ces actions sont tracées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'information sur la procédure de shunt/by-pass est de la responsabilité du service QHSE.</p> <p>Les personnes jugées aptes à poser des shunts/by-pass sur les barrières de sécurité/MMR sont uniquement les agents (cadres ou techniciens) d'instrumentation électrique figurant sur une liste de 9 personnes qualifiées. Ils ont tous au moins une formation initiale de BTS SIRA (Systèmes Industriels et Réseaux Automatisés) ou mesures physiques. Ils suivent en plus une formation interne en instrumentation de sécurité (Solvay) tous les 5 ans. La dernière formation a été effectuée il y a 2 ans selon l'exploitant. Le suivi de cette habilitation est effectué par le responsable instrumentation et au niveau du groupe.</p> <p>Le choix de la personne qui effectue l'opération relève de la responsabilité du chef d'atelier. Tous les techniciens d'instrumentation n'ont pas le même niveau de formation : par exemple, un n'a pas la formation requise pour les tests, deux sont qualifiés pour la conception, les tests et les by-pass.</p> <p>Aucune qualification spécifique (hors la compétence générale instrumentation/électricité) n'est nécessaire pour la réalisation concrète du by-pass.</p> <p>Dans le cadre d'une barrière "jaune" (moindre impact), le demandeur (s'il est instrumentiste) peut réaliser le shunt lui-même. Dans tous les autres cas, un tiers le valide, conformément à la procédure.</p> <p>Les opérateurs (non-instrumentistes) ne posent pas de by-pass.</p> <p>La connaissance des shunts/by-pass mis en œuvre est assuré par le cahier de consignes, sur le tableau d'affichage de</p>

l'atelier concerné, et ce sujet serait systématiquement abordé s'il était en oeuvre lors de la passation d'équipe.

L'inspection n'a pas relevé de méconnaissance de la procédure de shunt/by-pass.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**